

Dépôt :

Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 706.

Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique générale du ravitaillement du Gouvernement : *Ses observations sur le dirigisme économique* [8 août 1946] (A., p. 3049) ; — d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3154). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits de l'exercice 1946 : Chap. L B, *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4139) ; — du projet et de propositions de loi sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [4 octobre 1946] (p. 4590).

LECŒUR (M. Auguste), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription), *Sous-Secrétaire d'Etat à la production industrielle*.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Production industrielle (charbon) [*J. O.* du 25 juin 1946] (p. 5662).

LECOURT (M. Robert), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer un délai supplémentaire pour l'inscription sur les listes électorales,

n° 117. — Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1946 le recours ouvert aux préfets pour les élections aux Conseils municipaux et aux Conseils généraux qui ont eu lieu depuis le 29 avril 1945, lorsque ce recours sera basé sur la rectification d'une erreur matérielle dans les dépouillements, centralisations ou opérations de recensement des votes, n° 153. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n° 181. — Le 26 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider la suppression des « bons de circulation », n° 282. — Le 11 septembre 1946, une proposition de loi tendant à : 1° permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; 2° fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; 3° protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; 4° renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations, n° 736.

Interventions :

Est entendu : dans la discussion du rapport de M. Roucaute sur les opérations électorales de la 1^{re} circonscription du département du Nord [5 juillet 1946] (A., p. 2623) ; — sur le règlement de l'ordre du jour [6 août 1946] (p. 3028) ; — sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070) ; — pour un rappel au règlement [9 août 1946] (p. 3128). — Participe à la discussion : d'une interpellation sur la politique générale du Gouvernement en Algérie : *Sa demande de suspension* [23 août 1946] (p. 3285) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* [23 août 1946] (p. 3297) ; Art. 3 : *Amendement de M. Marin, ses explications de vote* [3 septembre 1946] (p. 3495) ; Du CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 35 : *Amendement de M. Coty, renvoi à la Commission* [5 septembre 1946] (p. 3558) ; Art. 7 : *Amendement de M. Coty* [11 septembre 1946] (p. 3658) ; Art. 29 I : *Amendement de M. Coty* [12 septembre 1946] (p. 3702) ; Art. 30 : *Son amendement au 2^e alinéa* (p. 3706) ; Art. 38 : *Son amendement* (p. 3711) ; Art. 78 bis nouveau : *Sa demande de seconde délibération sur l'ensemble*